

Loi

du 19 novembre 1997
(Etat le 27 juin 2014)

sur l'Université

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message du Conseil d'Etat du 2 avril 1996;

Sur la proposition de cette autorité;

Décrète:

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier. Mission

L'Université a pour mission:

- a) de transmettre et de faire progresser les connaissances scientifiques avec objectivité et dans un esprit de tolérance,
- b) de promouvoir chez les étudiants, les chercheurs et les enseignants le sens de leur responsabilité envers l'homme, la société et l'environnement, et
- c) de contribuer au développement culturel, social et économique de la société.

Art. 2. Mise en œuvre

¹ Pour remplir cette mission, l'Université:

- a) dispense un enseignement qui prépare aux professions et activités exigeant une formation supérieure, par l'acquisition de connaissances approfondies dans un domaine spécifique, l'élargissement de la culture générale et le développement de la réflexion méthodologique, critique et éthique;

Gesetz

vom 19. November 1997
(Stand am 27. Juni 2014)

über die Universität

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 2. April 1996;

auf Antrag dieser Behörde;

beschliesst:

1. KAPITEL

ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

Artikel 1. Auftrag

Die Universität hat den Auftrag:

- a) wissenschaftliche Erkenntnisse mit Objektivität und Toleranz zu vermitteln und zu fördern,
- b) bei den Studierenden, Forschenden und Lehrenden das Verantwortungsbewusstsein gegenüber dem Menschen, der Gesellschaft und der Umwelt zu stärken, und
- c) zur kulturellen, sozialen und wirtschaftlichen Entwicklung der Gesellschaft beizutragen.

Art. 2. Erfüllung des Auftrags

¹ Die Universität erfüllt diesen Auftrag wie folgt:

- a) Sie vermittelt einen Unterricht, der durch den Erwerb von vertieften Kenntnissen auf einem spezifischen Gebiet, durch eine breitere Allgemeinbildung und die Entwicklung eines methodischen, kritischen und ethischen Denkens auf Berufe und Tätigkeiten vorbereitet, die eine höhere Ausbildung verlangen;

- b) concourt par la recherche et une diffusion adéquate des résultats de celle-ci à faire progresser les connaissances scientifiques;
- c) veille à la relève scientifique;
- d) contribue à la formation continue de niveau universitaire.

² L'Université encourage la coopération et l'interdisciplinarité dans la recherche et l'enseignement ainsi que la réflexion sur les conditions et les conséquences de la recherche scientifique.

³ Elle prête ses services en relation avec sa mission de formation et de recherche aux institutions publiques ou à des tiers. Elle apporte son soutien aux institutions de la formation des adultes sans but lucratif.

Art. 3. Statut

¹ L'Université est une personne morale de droit public.

² Elle est autonome dans les limites de la loi.

³ Elle a son siège à Fribourg.

Art. 4. Surveillance

¹ L'Université est placée sous la surveillance du Conseil d'Etat, qui l'exerce par l'intermédiaire de la Direction dont relèvent les affaires universitaires¹ (ci-après: la Direction).

² Le Conseil d'Etat peut se faire assister de commissions consultatives.

Art. 5. Liberté académique

La liberté d'enseignement et de recherche est garantie dans les limites de la loi et de la mission de l'Université.

Art. 6. Langues

¹ Les langues d'enseignement et d'administration sont le français et l'allemand.

² Les facultés peuvent autoriser d'autres langues d'enseignement.

- b) Sie trägt mit Hilfe der Forschung und einer angemessenen Verbreitung der Resultate dazu bei, die wissenschaftlichen Erkenntnisse zu mehren;
- c) Sie sorgt für wissenschaftlichen Nachwuchs;
- d) Sie trägt zur Weiterbildung auf Universitätsstufe bei.

² Die Universität fördert die Zusammenarbeit und die Interdisziplinarität in Forschung und Lehre sowie das Nachdenken über die Bedingungen und Folgen der wissenschaftlichen Forschung.

³ Sie stellt ihre mit Lehre und Forschung verbundenen Dienste den öffentlichen Einrichtungen und Dritten zur Verfügung. Sie unterstützt Institutionen der Erwachsenenbildung, die nicht auf Gewinn ausgerichtet sind.

Art. 3. Status

¹ Die Universität ist eine juristische Person öffentlichen Rechts.

² Sie ist im Rahmen des Gesetzes autonom.

³ Sie hat ihren Sitz in Freiburg.

Art. 4. Aufsicht

¹ Die Universität steht unter der Aufsicht des Staatsrates; dieser übt die Aufsicht durch die Direktion, die für die Angelegenheiten der Universität zuständig ist¹ (die Direktion), aus.

² Der Staatsrat kann beratende Kommissionen beiziehen.

Art. 5. Akademische Freiheit

Die Lehr- und Forschungsfreiheit ist im Rahmen des Gesetzes und des Auftrags der Universität gewährleistet.

Art. 6. Sprachen

¹ Französisch und Deutsch sind die Sprachen in Lehre und Verwaltung.

² Die Fakultäten können andere Unterrichtssprachen zulassen.

¹ Actuellement: Direction de l'instruction, de la culture et du sport.

¹ Heute: Direktion für Erziehung, Kultur und Sport.

³ L'Université favorise et développe la compréhension entre les personnes de langues et cultures différentes; elle encourage en particulier les études bilingues en français et en allemand.

Art. 7. Coopération

L'Université coopère avec les autres hautes écoles et avec les organes régionaux, nationaux et internationaux de politique universitaire, en vue d'une coordination adéquate de l'enseignement et de la recherche.

Art. 8. Financement **a) En général**

¹ L'Etat fournit à l'Université les moyens nécessaires à son fonctionnement et à son développement.

² Le financement de l'Université est assuré par l'apport cantonal, les subventions fédérales, les contributions des autres cantons, les ressources propres de l'Université et les apports de tiers.

Art. 9. b) Convention d'objectifs et enveloppe budgétaire¹

¹ L'Université prépare régulièrement une planification stratégique sur une période de dix ans, qui est présentée au Conseil d'Etat qui en prend acte.

² Tous les cinq ans, l'Université établit une planification pluriannuelle définissant ses objectifs, les modalités qu'elle entend mettre en œuvre pour les atteindre, les ressources nécessaires pour les financer et les critères permettant de déterminer si ces objectifs ont été atteints.

³ Die Universität begünstigt und fördert das Verständnis zwischen Personen aus den verschiedenen Sprachgebieten und Kulturkreisen; insbesondere fördert sie zweisprachige Studien in Französisch und Deutsch.

Art. 7. Zusammenarbeit

Im Hinblick auf eine angemessene Koordination von Lehre und Forschung arbeitet die Universität mit den anderen Hochschulen und mit den regionalen, nationalen und internationalen Organen der Hochschulpolitik zusammen.

Art. 8. Finanzierung **a) Allgemeines**

¹ Der Staat stellt der Universität die für den Betrieb und die Entwicklung nötigen Mittel zur Verfügung.

² Die Finanzierung der Universität ist gewährleistet durch die Beiträge des Kantons und des Bundes, die Beiträge der anderen Kantone sowie die eigenen Mittel und die Zuwendungen Dritter.

Art. 9. b) Zielvereinbarung und Globalbudget¹

¹ Die Universität erarbeitet regelmässig einen Strategieplan mit einem Planungshorizont von zehn Jahren, der dem Staatsrat zur Kenntnisnahme unterbreitet wird.

² Alle fünf Jahre erstellt die Universität eine Mehrjahresplanung, in der ihre Ziele, die Rahmenbedingungen, mit denen sie erreicht werden sollen, die benötigten Mittel, um sie zu erreichen, sowie die Methoden und Kriterien, mit denen geprüft werden kann, ob die Ziele erreicht wurden, festgelegt werden.

¹ Teneur selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

¹ Fassung gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

³ Tous les cinq ans, sur la base de la planification pluriannuelle, l'Etat et l'Université négocient et concluent une convention d'objectifs. Dans le cadre de celle-ci, le Conseil d'Etat fixe les enveloppes budgétaires annuelles nécessaires au fonctionnement de l'Université et à la réalisation de la convention d'objectifs. Selon la même procédure, il fixe les crédits d'investissements.

⁴ Dans le cadre de cette enveloppe, l'Université élabore une proposition de budget.

⁵ L'Université dispose librement de l'enveloppe budgétaire et du budget, dans les limites de la législation sur le personnel de l'Etat et de la convention d'objectifs fixant ses obligations. Elle bénéficie des dérogations aux principes de l'annualité et de la spécification du budget prévues dans le règlement financier ratifié par le Conseil d'Etat.

⁶ Les compétences budgétaires du Grand Conseil sont réservées.

⁷ L'Université présente au Conseil d'Etat un rapport sur la réalisation de la convention d'objectifs.

Art. 10. c) Fonds de l'Université

¹ L'Université a la capacité de recevoir des libéralités, avec ou sans affectation spéciale.

² Elle gère les fonds dont elle est propriétaire, sous le contrôle d'un organe indépendant.

Art. 10a. d) Fonds de l'innovation et du développement¹

L'Université crée un fonds en faveur de l'innovation et du développement de l'Université. Ce fonds, qui est plafonné selon une limite fixée dans son règlement d'utilisation, est alimenté par le budget et par la moitié de la part non utilisée du budget annuel, qui reste acquise à l'Université. Le Conseil d'Etat peut affecter une plus grande proportion du budget non utilisé au fonds de l'Université, s'il y a une justification suffisante.

¹ Teneur selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

³ Alle fünf Jahre handeln der Staat und die Universität auf der Grundlage der Mehrjahresplanung eine Zielvereinbarung aus und unterzeichnen diese. In der Zielvereinbarung legt der Staatsrat die jährlichen Globalbudgets für den Betrieb der Universität und für die Umsetzung der Zielvereinbarung fest. Nach demselben Verfahren beschliesst er die Investitionskredite.

⁴ Im Rahmen dieses Globalbudgets arbeitet die Universität einen Budgetvorschlag aus.

⁵ Die Universität verfügt im Rahmen der Gesetzgebung über das Staatspersonal und der Zielvereinbarung, in der ihre Verpflichtungen festgelegt sind, frei über das Globalbudget und ihr Budget. Sie kann vom Prinzip der Jährlichkeit und der Spezifikation des Budgets abweichen, soweit dies in dem vom Staatsrat genehmigten Finanzreglement vorgesehen ist.

⁶ Die budgetären Kompetenzen des Grossen Rates bleiben vorbehalten.

⁷ Die Universität legt dem Staatsrat einen Bericht über die Umsetzung der Zielvereinbarung vor.

Art. 10. c) Universitätsfonds

¹ Die Universität kann Zuwendungen mit oder ohne besondere Zweckbestimmung entgegennehmen.

² Die Fonds in ihrem Eigentum verwaltet sie unter der Kontrolle eines unabhängigen Organs selber.

Art. 10a. d) Innovations- und Entwicklungsfonds¹

Die Universität richtet einen Fonds zur Innovations- und Entwicklungsförderung ein. Dieser Fonds, dessen Obergrenze im entsprechenden Reglement festgelegt ist, wird gespeist durch das ordentliche Staatsbudget und durch die Hälfte des nicht verwendeten Anteils des Jahresbudgets der Universität. Der Staatsrat kann einen grösseren Anteil des nicht verwendeten Budgets dem Universitätsfonds zuteilen, wenn das hinreichend begründet ist.

¹ Fassung gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

Art. 10b. Taxes et émoluments¹

¹ L'Université perçoit des taxes et des émoluments pour les prestations en matière d'inscription et d'examens.

² Le montant des taxes d'inscription et d'examens ne doit pas constituer un obstacle à l'accès aux études.

³ Des taxes plus élevées peuvent, dans le respect des traités internationaux et des accords intercantonaux, être prélevées pour les étudiants non titulaires d'un permis d'établissement.

⁴ L'Université peut prélever des émoluments auprès des membres de la communauté universitaire pour ses prestations particulières, notamment pour financer des institutions sociales et culturelles ainsi que des activités sportives.

⁵ Le Conseil d'Etat fixe la taxe d'inscription, et l'Université fixe les autres taxes et émoluments.

Art. 10c. Mise en valeur de la connaissance¹

a) Propriété intellectuelle

¹ Les inventions faites par les collaborateurs de l'Université appartiennent à celle-ci. Une indemnité équitable est versée à l'auteur de l'invention si l'exploitation de celle-ci engendre des bénéfices.

² Les conditions d'engagement précisent que tous les droits des collaborateurs sur d'éventuelles inventions sont cédés à l'Université.

³ Si l'Université renonce, dans les six mois suivant la requête de l'inventeur, à entreprendre des mesures adéquates de mise en valeur des résultats de la recherche, l'inventeur peut exiger d'être réinvesti de la propriété intellectuelle ou de la titularité des droits.

Art. 10b. Gebühren¹

¹ Die Universität erhebt Gebühren für ihre Leistungen bei der Einschreibung und den Prüfungen.

² Die Höhe der Einschreibe- und Prüfungsgebühren darf jedoch kein Hindernis für den Zugang zum Studium darstellen.

³ Von Studierenden, die nicht im Besitz einer Niederlassungsbewilligung sind, können höhere Gebühren erhoben werden; internationale Verträge und interkantonale Vereinbarungen bleiben vorbehalten.

⁴ Die Universität kann ferner bei den Mitgliedern der Universitätsgemeinschaft Gebühren für besondere Leistungen erheben, vor allem zur Finanzierung sozialer und kultureller Einrichtungen sowie sportlicher Aktivitäten.

⁵ Der Staatsrat legt die Einschreibgebühr fest und die Universität die übrigen Gebühren und Beiträge.

Art. 10c. Verwertung der Kenntnisse⁴

a) Geistiges Eigentum

¹ Erfindungen von Universitätsmitarbeitern gehören der Universität. Der Erfinder erhält eine angemessene Entschädigung, wenn die Nutzung der Erfindung gewinnbringend ist.

² Die Anstellungsbedingungen halten fest, dass alle Rechte der Mitarbeiter an allfälligen Erfindungen an die Universität abgetreten werden.

³ Wenn die Universität innerhalb von sechs Monaten, nachdem der Erfinder das Gesuch eingereicht hat, darauf verzichtet, angemessene Massnahmen zur Verwertung der Forschungsergebnisse zu treffen, kann der Erfinder verlangen, dass ihm das geistige Eigentum oder die Verfügungsgewalt über die Rechte verliehen wird.

¹ Teneur selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

¹ Fassung gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

Art. 10d. b) Entreprises (soutien, création, participation)¹

¹ En vue de la mise en valeur des résultats scientifiques, l'Université peut soutenir la création d'entreprises et, en accord avec le Conseil d'Etat, créer elle-même des entreprises ou y participer.

² Dans le cas de la création d'entreprises par des tiers qui résulte directement de la recherche et du développement universitaires, l'Université peut réclamer un droit de participation équitable.

Art. 10e. Participation financière¹

L'Université fixe et perçoit des taxes et des émoluments pour ses prestations en matière de formation continue. Ces taxes doivent en principe garantir la couverture des frais; elles peuvent toutefois être fixées en fonction des prix usuellement pratiqués pour des prestations comparables.

Art. 11. Egalité des sexes

¹ Les femmes et les hommes ont les mêmes droits et les mêmes devoirs dans les études et lors des procédures d'engagement et de nomination.

² L'Université favorise une représentation équitable des deux sexes au sein de la communauté universitaire.

Art. 11a. Grades et titres universitaires¹

¹ Les grades universitaires sont définis dans les statuts de l'Université.

² Par titres universitaires, on entend les dénominations attribuées aux titulaires de grades universitaires.

³ Les grades et les titres universitaires sont protégés par la présente loi.

Art. 10d. b) Unternehmen (Unterstützung, Gründung, Beteiligung)¹

¹ Um die wissenschaftlichen Ergebnisse zu verwerten, kann die Universität die Gründung von Unternehmen unterstützen und mit der Zustimmung des Staatsrats selber Unternehmen gründen oder sich an Unternehmen beteiligen.

² Wenn Dritte ein Unternehmen gründen, das sich direkt auf die Forschung und die Entwicklung an der Universität stützt, kann die Universität eine angemessene Beteiligung verlangen.

Art. 10e. Kursgelder¹

Die Universität legt Gebühren für ihre Leistungen auf dem Gebiet der Weiterbildung fest und zieht diese auch ein. Die Gebühren müssen grundsätzlich kostendeckend sein. Sie können jedoch an die Preise angepasst werden, die üblicherweise für vergleichbare Leistungen verlangt werden.

Art. 11. Gleichberechtigung

¹ Frauen und Männer haben im Studium sowie bei Anstellungen und Ernennungen die gleichen Rechte und Pflichten.

² Die Universität fördert eine ausgewogene Vertretung der beiden Geschlechter innerhalb der Universitätsgemeinschaft.

Art. 11a. Akademische Grade und Titel¹

¹ Die akademischen Grade werden in den Statuten der Universität beschrieben.

² Unter akademischen Titeln versteht man die Bezeichnungen für die Inhaberinnen und Inhaber von akademischen Graden.

³ Die akademischen Grade und Titel sind nach diesem Gesetz geschützt.

Art. 11b. Strafbestimmung¹

¹ Teneur selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

¹ Fassung gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

Art. 11b. Disposition pénale¹

¹ Est puni de l'amende celui qui porte un titre protégé au sens de la présente loi sans être titulaire du grade correspondant.

² La poursuite et le jugement de ces contraventions ont lieu conformément au code de procédure pénale. Pour le surplus, les dispositions de la législation spéciale sont applicables.

³ Les dispositions du code pénal suisse sont réservées.

Art. 11c. Sanctions disciplinaires¹

L'étudiant ou l'auditeur qui porte atteinte à l'ordre universitaire est passible des sanctions disciplinaires suivantes prononcées par le Rectorat, compte tenu notamment de la gravité de l'infraction:

- a) le blâme;
- b) l'amende, jusqu'à 500 francs au maximum;
- c) l'avertissement;
- d) la suspension;
- e) l'exclusion.

Art. 11d. Statut du personnel¹

¹ Le statut des personnes travaillant au service de l'Université est régi par la législation sur le personnel de l'Etat.

² Pour qu'il soit tenu compte des particularités liées à la gestion de l'Université, les compétences suivantes attribuées au Conseil d'Etat sont exercées par le Rectorat:

- a) la gestion des compétences professionnelles du personnel (art. 19 LPers);
- b) l'encouragement aux inventions du personnel (art. 23 LPers);
- c) les modalités de la mise au concours des emplois (art. 25 LPers).

¹ Wer einen nach diesem Gesetz geschützten Titel trägt, ohne Inhaber des entsprechenden Grades zu sein, wird mit Haft oder mit Busse bestraft.

² Die Verfolgung und die Beurteilung dieser Übertretungen werden durch die Strafprozessordnung geregelt. Im Übrigen gelten die Bestimmungen der Spezialgesetzgebung.

³ Die Bestimmungen des schweizerischen Strafgesetzbuches bleiben vorbehalten.

Art. 11c. Disziplinarmaßnahmen¹

Gegen Studierende oder Hörerinnen und Hörer, die gegen die Universitätsordnung verstossen, ergreift das Rektorat unter Berücksichtigung der Schwere des Verstosses folgende Disziplinarmaßnahmen:

- a) Verwarnung;
- b) Busse bis maximal 500 Franken;
- c) Verweis;
- d) Suspendierung;
- e) Ausschluss.

Art. 11d. Dienstverhältnis des Personals¹

¹ Das Dienstverhältnis der an der Universität tätigen Personen wird durch die Gesetzgebung über das Staatspersonal geregelt.

² Um den Besonderheiten in der Führung und Verwaltung der Universität Rechnung zu tragen, werden die folgenden Zuständigkeiten des Staatsrats vom Rektorat ausgeübt:

- a) das Personalförderungssystem (Art. 19 StPG);
- b) die Förderung von Erfindungen und Vorschlägen des Personals (Art. 23 StPG);
- c) die Modalitäten der Ausschreibung offener Stellen (Art. 25 StPG).

¹ Teneur selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

¹ Fassung gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

³ Le règlement adopté par l'Université concernant le personnel est soumis à l'approbation du Conseil d'Etat.

⁴ La gestion du personnel est assumée par une unité centralisée de l'Université.

CHAPITRE II

COMMUNAUTÉ UNIVERSITAIRE

Art. 12. Membres

La communauté universitaire comprend:

- a) les professeurs¹;
- b) les chargés de cours et les privat-docents;
- c) les collaborateurs scientifiques;
- d) les étudiants et les auditeurs;
- e) le personnel administratif et technique.

Art. 13. Corps universitaires

a) En général

¹ Les professeurs, les collaborateurs scientifiques, les étudiants et les auditeurs, les membres du personnel administratif et technique appartiennent de plein droit au corps dont ils relèvent.

² Les statuts de l'Université règlent la représentation des chargés de cours et des privat-docents dans les assemblées du corps professoral.

³ Ils règlent également le statut des personnes qui appartiendraient simultanément à plusieurs corps.

Art. 14. b) Organisation et tâches

¹ Chaque corps s'organise librement et peut percevoir auprès de ses membres une cotisation, dans les limites fixées par les statuts de l'Université.

¹ Les dénominations de fonction utilisées dans cette loi sont applicables sans distinction aux personnes de sexe féminin et à celles de sexe masculin.

³ Das von der Universität erlassene Personalreglement bedarf der Genehmigung durch den Staatsrat.

⁴ Die Personalbewirtschaftung wird von einer Zentraleinheit der Universität wahrgenommen.

2. KAPITEL

UNIVERSITÄTSGEMEINSCHAFT

Art. 12. Mitglieder

Die Universitätsgemeinschaft umfasst:

- a) die Professoren¹;
- b) die Lehrbeauftragten und die Privatdozenten;
- c) die wissenschaftlichen Mitarbeiter;
- d) die Studierenden und die Hörer;
- e) das administrative und technische Personal.

Art. 13. Universitäre Körperschaften

a) Allgemeines

¹ Die Professoren, die wissenschaftlichen Mitarbeiter, die Studierenden und die Hörer sowie das administrative und technische Personal gehören von Rechts wegen zu der ihnen entsprechenden Körperschaft.

² Die Statuten der Universität regeln die Vertretung der Lehrbeauftragten und der Privatdozenten an den Versammlungen der Professorenschaft.

³ Sie regeln ebenfalls den Status der Personen, die gleichzeitig mehreren Körperschaften angehören.

Art. 14. b) Organisation und Aufgaben

¹ Innerhalb der von den Statuten der Universität gesetzten Grenzen kann sich jede Körperschaft frei organisieren und einen Mitgliederbeitrag erheben.

¹ Die in diesem Gesetz gebrauchten Funktionsbezeichnungen gelten ohne Unterschied für Frauen und Männer.

² Les corps universitaires ont notamment pour tâche de participer à la formation de l'opinion sur les questions importantes concernant l'ensemble de l'Université et de veiller aux intérêts de leurs membres au sein de la communauté universitaire.

Art. 15. Activités accessoires

¹ Les collaborateurs de l'Université engagés à plein temps ne peuvent avoir des activités accessoires rémunérées ou exigeant beaucoup de temps qu'avec l'autorisation écrite du Rectorat et à la condition que leurs activités universitaires n'en souffrent pas.

² Si l'activité accessoire est importante et durable, le Rectorat peut exiger une réduction du taux d'occupation à l'Université.¹

³ Si l'infrastructure de l'Université est utilisée pour les besoins de l'activité accessoire, une redevance proportionnée à l'utilisation est perçue.

A. Corps professoral

Art. 16. Composition¹

Les statuts de l'Université déterminent les catégories du corps professoral et fixent leurs droits et leurs obligations, dans les limites de la législation sur le personnel de l'Etat.

Art. 17. Engagement

¹ Les membres du corps professoral sont engagés par le Rectorat, sur la proposition de la faculté.¹

² L'accord passé entre les autorités ecclésiastiques et l'Etat au sujet du statut de la Faculté de théologie est réservé.

² Die Körperschaften haben insbesondere die Aufgabe, an der Meinungsbildung zu wichtigen Fragen, die die Gesamtheit der Universität betreffen, mitzuwirken und die Interessen ihrer Mitglieder innerhalb der Universitätsgemeinschaft wahrzunehmen.

Art. 15. Nebenbeschäftigung

¹ Vollamtliche Mitarbeiter der Universität dürfen bezahlte oder zeitraubende Nebenbeschäftigungen nur mit einer schriftlichen Bewilligung des Rektorats und unter der Voraussetzung ausüben, dass dadurch ihre Tätigkeit an der Universität nicht beeinträchtigt wird.

² Bei einer andauernden umfangreichen Nebenbeschäftigung kann das Rektorat eine Herabsetzung des Beschäftigungsgrades an der Universität verlangen.¹

³ Wird bei der Nebenbeschäftigung die Infrastruktur der Universität beansprucht, so wird eine Gebühr im Verhältnis zur Benützung erhoben.

A. Professorenschaft

Art. 16. Zusammensetzung¹

Die Statuten der Universität legen die Kategorien der Professorenschaft sowie, im Rahmen der Gesetzgebung über das Staatspersonal, deren Rechte und Pflichten fest.

Art. 17. Anstellung

¹ Die Mitglieder der Professorenschaft werden vom Rektorat auf Antrag der Fakultät angestellt.¹

² Das Abkommen zwischen den kirchlichen Behörden und dem Staat über die Theologische Fakultät bleibt vorbehalten.

¹ Teneur selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

¹ Fassung gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

Art. 18. Tâches

¹ Les membres du corps professoral enseignent et font de la recherche; ils peuvent être tenus d'enseigner également dans une autre haute école.

² Ils dirigent les travaux d'étudiants et les thèses de doctorat, font passer les examens prévus par les règlements, veillent à la formation de leurs collaborateurs scientifiques et participent aux activités de formation continue et de services.

³ Ils assument également les responsabilités et charges administratives nécessaires au fonctionnement de l'Université.

Art. 19. Fin des rapports de service¹

¹ Les rapports de service des membres du corps professoral de l'Université cessent de plein droit à la fin de l'année universitaire au cours de laquelle ils ont atteint l'âge fixé dans la législation sur le personnel de l'Etat.

² Les membres du corps professoral et du corps des collaborateurs scientifiques permanents ne peuvent donner leur démission que pour la fin d'un semestre et moyennant un avertissement adressé à l'autorité d'engagement par voie hiérarchique, sauf accord particulier, six mois avant cette date.

B. Chargés de cours et privat-docents

Art. 20. Chargés de cours

¹ Les chargés de cours sont engagés par le Rectorat, sur la proposition de la faculté.

² Ils assument les tâches d'enseignement qui leur sont confiées par les facultés; ils peuvent être appelés à fonctionner comme examinateurs.

¹ Teneur selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

Art. 18. Aufgaben

¹ Die Mitglieder der Professorenschaft lehren und betreiben Forschung. Sie können verpflichtet werden, auch an einer anderen Hochschule zu unterrichten.

² Sie leiten die Arbeiten von Studierenden sowie die Doktorarbeiten, nehmen die in den Reglementen vorgesehenen Prüfungen ab, kümmern sich um die Ausbildung ihrer wissenschaftlichen Mitarbeiter und beteiligen sich an den Weiterbildungsveranstaltungen und Dienstleistungen.

³ Sie übernehmen ebenfalls die administrativen Verantwortungen und die Aufgaben, die für den Betrieb der Universität notwendig sind.

Art. 19. Beendigung des Dienstverhältnisses¹

¹ Das Dienstverhältnis von Mitgliedern der Professorenschaft der Universität endet von Rechts wegen am Ende des akademischen Jahres, in dem sie das in der Gesetzgebung über das Staatspersonal festgelegte Alter erreicht haben.

² Die Mitglieder der Professorenschaft und die ständigen wissenschaftlichen Mitarbeitenden können ihren Rücktritt nur auf das Ende eines Semesters mit einer auf dem Dienstweg an die Anstellungsbehörde gerichteten Kündigung einreichen. Die Kündigungsfrist beträgt sechs Monate. Besondere Abmachungen bleiben vorbehalten.

B. Lehrbeauftragte und Privatdozenten

Art. 20. Lehrbeauftragte

¹ Die Lehrbeauftragten werden vom Rektorat auf Antrag der Fakultät angestellt.

² Sie erfüllen die Lehraufträge, die ihnen von den Fakultäten anvertraut werden. Sie können mit der Abnahme von Prüfungen betraut werden.

¹ Fassung gemäss dem Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

³ Sur la proposition de la faculté, le Rectorat peut accorder le titre de professeur titulaire aux chargés de cours qui ont les qualités scientifiques et didactiques requises d'un professeur d'université.¹

⁴ Les statuts de l'Université déterminent les catégories de chargés de cours et fixent leur statut, dans les limites de la législation sur le personnel de l'Etat.¹

Art. 21. Privat-docents

Les statuts de l'Université fixent les droits et les obligations des personnes auxquelles une faculté a accordé le droit d'enseigner au terme d'une procédure d'habilitation.

C. Collaborateurs scientifiques

Art. 22. Tâches et statut

¹ Les collaborateurs scientifiques soutiennent le corps professoral dans l'encadrement des étudiants et l'enseignement et font de la recherche.

² Les statuts de l'Université déterminent les catégories de collaborateurs scientifiques et fixent leur statut, dans les limites de la législation sur le personnel de l'Etat.

Art. 23. Engagement

Les collaborateurs scientifiques sont engagés par le Rectorat, sur la proposition de celui qui sera leur supérieur et le préavis du doyen; s'ils sont appelés à assumer un enseignement régulier, la faculté doit en outre approuver la proposition.

D. Étudiants et auditeurs

Art. 24. Admission

¹ Sont admis à suivre l'enseignement dispensé à l'Université les étudiants et les auditeurs qui remplissent les conditions fixées par voie de règlement.

³ Auf Antrag der Fakultät kann das Rektorat Lehrbeauftragten, die über die wissenschaftlichen und didaktischen Qualitäten eines Universitätsprofessors verfügen, den Titel eines Titularprofessors verleihen.¹

⁴ Die Statuten der Universität legen die Kategorien der Lehrbeauftragten fest und bestimmen ihr Dienstverhältnis im Rahmen der Gesetzgebung über das Staatspersonal.¹

Art. 21. Privatdozenten

Die Statuten der Universität regeln die Rechte und Pflichten der Personen, denen eine Fakultät aufgrund eines Habilitationsverfahrens das Recht zu lesen verliehen hat.

C. Wissenschaftliche Mitarbeiter

Art. 22. Aufgaben und Status

¹ Die wissenschaftlichen Mitarbeiter unterstützen die Professoren bei der Betreuung der Studierenden und in der Lehre; sie betreiben Forschung.

² Die Statuten der Universität legen die Kategorien der wissenschaftlichen Mitarbeiter fest und bestimmen ihr Dienstverhältnis im Rahmen der Gesetzgebung über das Staatspersonal.

Art. 23. Anstellung

Die wissenschaftlichen Mitarbeiter werden auf Antrag ihres zukünftigen Vorgesetzten und nach Stellungnahme des Dekans vom Rektorat angestellt; sind sie für eine regelmässige Lehrtätigkeit vorgesehen, so muss der Antrag zudem von der Fakultät genehmigt werden.

D. Studierende und Hörer

Art. 24. Zulassung

¹ Zur Teilnahme am Unterricht der Universität sind die Studierenden und die Hörer zugelassen, die die im Reglement festgelegten Voraussetzungen erfüllen.

² L'admission d'étudiants et d'auditeurs peut être exceptionnellement limitée pour certains domaines d'enseignement, dans la mesure où:

- a) la capacité d'accueil de l'Université l'exige, ou
- b) il n'est pas possible de garantir au-delà d'un certain nombre d'étudiants la poursuite dans une autre université suisse d'études que l'Université ne permet pas de terminer.

³ Le Conseil d'Etat est compétent pour introduire, d'année en année, une telle mesure et pour déterminer les modalités du choix entre les candidats, en tenant compte de la coordination interuniversitaire. Dans chaque cas, il entend l'Université. La sélection des candidats est opérée en fonction de leurs aptitudes aux études dans les branches considérées. Les candidats peuvent être astreints à s'acquitter d'une participation proportionnée aux frais engagés pour l'organisation et la mise en œuvre de la mesure de sélection.¹

⁴ En cas de restriction d'admission, des conditions d'admission particulières peuvent être fixées pour les candidats de nationalité étrangère, notamment en ce qui concerne le domicile, le statut d'étranger et le titre de fin d'études. Le Conseil d'Etat règle les modalités de détail par voie d'ordonnance.¹

Art. 25. Taxes

...²

Art. 25a Durée des études¹

¹ Les programmes d'études doivent être conçus de telle façon que les étudiants à plein temps puissent achever leurs études dans les délais ordinaires fixés par les règlements d'études.

¹ Teneur selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

² Abrogé selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

² Die Zulassung von Studierenden und Hörern kann ausnahmsweise für bestimmte Lehrgebiete eingeschränkt werden, soweit:

- a) dies die Aufnahmefähigkeit der Universität erfordert, oder
- b) ab einer bestimmten Anzahl von Studierenden keine Gewähr mehr besteht, dass ein Studium, das an dieser Universität nicht abgeschlossen werden kann, an einer anderen schweizerischen Universität fortgesetzt werden kann.

³ Der Staatsrat kann eine solche Massnahme von Jahr zu Jahr treffen und das Vorgehen für die Auswahl unter den Studienanwärtern unter Berücksichtigung der interuniversitären Koordination festlegen; in jedem Fall hört er die Universität an. Bei der Auswahl wird die Eignung der Studienanwärter zum Studium in den betreffenden Fächern berücksichtigt. Die Studienanwärter können zur Entrichtung eines angemessenen Beitrags an die Kosten der Organisation und Durchführung der Selektionsmassnahme verpflichtet werden.¹

⁴ Bei Zulassungsbeschränkungen können für ausländische Studienanwärterinnen und -anwärter besondere Zulassungsbedingungen festgelegt werden, insbesondere was Wohnsitz, Ausländerstatus und Vorbildungsausweis betrifft. Der Staatsrat regelt die Einzelheiten in einer Verordnung¹

Art. 25. Gebühren

...²

Art. 25a Studiendauer¹

¹ Die Studienpläne müssen so ausgestaltet werden, dass Vollzeitstudierende ihr Studium in der Regelzeit, die in den Studienreglementen vorgesehen ist, abschliessen können.

¹ Fassung gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

² Aufgehoben gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

² Les règlements d'études peuvent limiter la durée des études dans les différentes filières ou parties de formation. Ils contiennent des dispositions autorisant la prolongation des délais pour de justes motifs.

³ Les règlements peuvent prévoir l'exclusion de la filière suivie en cas de dépassement de délais sans juste motif.

E. Personnel administratif et technique

Art. 26. Engagement¹

Les membres du personnel administratif et technique sont engagés par le Rectorat.

CHAPITRE III

ORGANISATION DE L'UNIVERSITÉ ET DE SES FACULTÉS¹

Art. 27. En général

¹ L'Université, qui est dirigée par les organes centraux, dans le cadre de leurs compétences respectives, est structurée en facultés, lesquelles sont subdivisées en d'autres unités d'enseignement et de recherche. Certaines unités peuvent être interfacultaires.¹

² A l'exception du personnel administratif et technique dépendant des organes centraux, chaque membre de la communauté universitaire est rattaché à une faculté au moins.

Art. 28. Participation

¹ Dans les collèges et commissions institués en exécution de la présente loi, des représentants du corps des collaborateurs scientifiques et du corps des étudiants ont le droit de participer aux séances, soit avec voix délibérative, soit avec voix consultative.

¹ Teneur selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

² Die Studienreglemente können die Dauer der einzelnen Studiengänge und Studienabschnitte beschränken. Sie sehen Fristverlängerungen aus wichtigen Gründen vor.

³ Sie können den Ausschluss vom betreffenden Studiengang vorsehen, wenn eine Frist ohne wichtigen Grund überschritten wird.

E. Administratives und technisches Personal

Art. 26. Anstellung¹

Das administrative und technische Personal wird vom Rektorat angestellt.

3. KAPITEL

ORGANISATION DER UNIVERSITÄT UND IHRER FAKULTÄTEN¹

Art. 27. Allgemeines

¹ Die Universität, die von den zentralen Organen im Rahmen ihrer jeweiligen Kompetenzen geführt wird, besteht aus Fakultäten, die in einzelne Lehr- und Forschungseinheiten unterteilt sind. Darunter können sich auch interfakultäre Einheiten befinden.¹

² Mit Ausnahme des administrativen und technischen Personals, das den zentralen Diensten untersteht, gehört jedes Mitglied der Universitätsgemeinschaft mindestens einer Fakultät an.

Art. 28. Mitbestimmung

¹ In den ständigen Kollegialorganen und Kommissionen, die in Anwendung dieses Gesetzes geschaffen werden, haben Vertreter der Körperschaften der wissenschaftlichen Mitarbeiter und der Studierenden das Recht, an den Sitzungen mit beschliessender oder beratender Stimme teilzunehmen.

¹ Fassung gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

² Il en va de même des représentants du personnel administratif et technique pour les commissions traitant de questions qui le concernent.

³ Dans la mesure où la présente loi ne comporte pas d'indication contraire, les statuts de l'Université déterminent les modalités de cette participation.

Art. 29. Ratifications

¹ Doivent être ratifiés par le Conseil d'Etat:

- a) les statuts de l'Université;
- b) les règlements régissant l'admission à l'Université ainsi que les règlements concernant le personnel et les finances;¹
- c) la création ou la suppression de facultés; et¹
- d) l'élection du recteur.

² Doivent être ratifiés par la Direction:

- a) ...²
- b) ...²
- c) les règlements concernant l'octroi des grades universitaires;
- d) les règlements et les plans d'études concernant la formation des enseignants.¹

A. Organes centraux

Art. 30. Principe¹

Les organes centraux sont le Sénat, le Rectorat et l'Assemblée plénière.

Art. 31. Sénat

a) Composition¹

¹ Le Sénat est composé de douze membres, dont six sont désignés par l'Etat et six par la communauté universitaire.

² Dies gilt auch für Angehörige des administrativen und technischen Personals in Kommissionen, die sie betreffende Fragen behandeln.

³ Soweit dieses Gesetz nichts anderes bestimmt, regeln die Statuten der Universität diese Mitbestimmung im Einzelnen.

Art. 29. Genehmigungen

¹ Der Genehmigung des Staatsrats bedürfen:

- a) die Statuten der Universität;
- b) die Reglemente über die Zulassung zur Universität und die Reglemente über das Personal und die Finanzen;¹
- c) die Schaffung oder Aufhebung von Fakultäten; und¹
- d) die Wahl des Rektors.

² Der Genehmigung der Direktion bedürfen:

- a) ...²
- b) ...²
- c) die Reglemente über die Verleihung von akademischen Graden;
- d) die Reglemente und die Studienpläne zur Lehrerinnen- und Lehrerbildung.¹

A. Zentrale Organe

Art. 30. Grundsatz¹

Die zentralen Organe sind der Senat, das Rektorat und die Plenarversammlung.

Art. 31. Senat

a) Zusammensetzung¹

¹ Der Senat besteht aus zwölf Mitgliedern; sechs werden vom Staat und sechs von der Universitätsgemeinschaft bezeichnet.

¹ Teneur selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

² Abrogé selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

¹ Fassung gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

² Aufgehoben gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

² Les membres désignés par l'Etat sont choisis en dehors de l'Université et sont élus pour quatre ans. Le Grand Conseil élit trois de ses membres; les trois autres sont élus par le Conseil d'Etat. Un d'entre eux au moins est choisi hors canton.

³ La communauté universitaire est représentée par trois professeurs, un collaborateur scientifique, un étudiant et un membre du personnel administratif et technique, élus selon les modalités fixées par les statuts de l'Université.

⁴ Le conseiller d'Etat-Directeur peut assister aux séances; il peut se faire accompagner ou représenter par le chef du service chargé des affaires universitaires.¹

⁵ Le recteur assiste aux séances; les vice-recteurs peuvent également y assister.

⁶ Les membres du Sénat ne sont rééligibles que deux fois.

Art. 32. b) Organisation

¹ Le Sénat se constitue lui-même. Il désigne un président, qui est choisi parmi les membres désignés par l'Etat, et un vice-président, qui est choisi parmi les représentants de la communauté universitaire.²

² Le Sénat ne peut prendre de décisions valables que si la moitié de ses membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents; en cas d'égalité des voix, le président tranche.

³ Le Sénat constitue un bureau en vue de la préparation des délibérations. Le recteur assiste aux séances du bureau.

² Die vom Staat bezeichneten Mitglieder werden von ausserhalb der Universität und für eine Amtsdauer von vier Jahren gewählt. Der Grosse Rat wählt drei Mitglieder aus seinen Reihen; die drei übrigen werden vom Staatsrat gewählt. Mindestens eines von ihnen stammt von ausserhalb des Kantons.

³ Die Universitätsgemeinschaft wird durch drei Professoren, einen wissenschaftlichen Mitarbeiter, einen Studierenden und ein Mitglied des administrativen und technischen Personals vertreten; sie werden nach den in den Statuten der Universität festgelegten Modalitäten gewählt.

⁴ Der Direktionsvorsteher kann an den Sitzungen teilnehmen; er kann sich vom Dienstchef des für Universitätsfragen zuständigen Amtes begleiten oder vertreten lassen.¹

⁵ Der Rektor nimmt an den Sitzungen teil; die Vizerektoren können ebenfalls daran teilnehmen.

⁶ Die Mitglieder des Senats können nur zweimal wiedergewählt werden.

Art. 32. b) Organisation

¹ Der Senat konstituiert sich selber. Er bestimmt einen Präsidenten und einen Vizepräsidenten; der Präsident wird unter den vom Staat bezeichneten Mitgliedern und der Vizepräsident unter den Vertretern der Universitätsgemeinschaft gewählt.²

² Der Senat ist beschlussfähig, wenn die Hälfte der Mitglieder anwesend ist. Die Beschlüsse werden mit der Stimmmehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst; bei Stimmgleichheit entscheidet der Präsident.

³ Der Senat setzt zur Vorbereitung der Beratungen ein Büro ein. Der Rektor nimmt an den Sitzungen des Büros teil.

¹ Actuellement: Service des affaires universitaires.

² Teneur selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

¹ Heute: Amt für Universitätsfragen.

² Fassung gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

Art. 33. c) Compétences et tâches¹

¹ Le Sénat est l'organe délibératif suprême de l'Université; il a les compétences et tâches suivantes:

a) Stratégiques et qualitatives

1. adopter, sous réserve des compétences cantonales et fédérales, les documents définissant la politique générale de l'Université et les grandes lignes du développement de celle-ci, élaborés par le Rectorat;
2. émettre à l'intention du Rectorat des recommandations sur toutes les questions d'intérêt général concernant l'Université;
3. soumettre périodiquement à évaluation, en accord avec le Rectorat, tout ou partie de la politique générale, des activités, des cours et du fonctionnement de l'Université;
4. assurer la liberté académique;

b) Financières

- préavis, à l'intention de la Direction et du Conseil d'Etat, la proposition rectorale de convention d'objectifs et d'enveloppe budgétaire, le budget et les comptes de l'Université ainsi que le rapport de réalisation de la convention d'objectifs.

c) Législatives

1. adopter les statuts de l'Université ainsi que les règlements et conventions qui concernent l'ensemble de l'Université;
2. ratifier les statuts des unités d'enseignement et de recherche et des corps universitaires;

Art. 33. c) Kompetenzen und Aufgaben¹

¹ Der Senat ist das oberste beschlussfassende Organ der Universität. Er hat folgende Kompetenzen und Aufgaben:

a) Strategische und qualitätsbezogene Kompetenzen und Aufgaben

1. Er genehmigt die vom Rectorat ausgearbeiteten Unterlagen zur Festlegung der allgemeinen Politik und des Entwicklungskonzepts der Universität; die Kompetenzen des Kantons und des Bundes bleiben vorbehalten.
2. Er gibt zuhanden des Rektorats Empfehlungen ab zu allen Fragen, die für die Universität von allgemeinem Interesse sind.
3. Im Einvernehmen mit dem Rectorat unterzieht der Senat periodisch die allgemeine Politik, die Tätigkeit, die Vorlesungen und Kurse sowie den Betrieb der Universität ganz oder teilweise einer Evaluation.
4. Er gewährleistet die akademische Freiheit.

b) Finanzielle Kompetenzen und Aufgaben

- Er nimmt zuhanden der Direktion und des Staatsrats Stellung zur Zielvereinbarung und zum Globalbudget, die vom Rectorat beantragt werden, zum Budget und zur Rechnung der Universität sowie zum Bericht über die Umsetzung der Zielvereinbarung.

c) Gesetzgeberische Kompetenzen und Aufgaben

1. Er erlässt die Statuten der Universität und die Reglemente und Vereinbarungen, die die gesamte Universität betreffen.
2. Er genehmigt die Statuten der Lehr- und Forschungseinheiten und der universitären Körperschaften.

¹Teneur selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

¹Fassung gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

d) Electives

1. élire le recteur, sur la proposition de l'Assemblée plénière;
2. élire les vice-recteurs, sur la proposition du recteur.

Art. 34. Rectorat

a) Composition

¹ Le Rectorat comprend le recteur ainsi que deux à quatre vice-recteurs. Le nombre des vice-recteurs est fixé par les statuts de l'Université.

² En règle générale, le recteur est choisi parmi les membres du corps professoral. Il est élu pour cinq ans et est rééligible. Il est libéré entièrement ou partiellement de ses tâches d'enseignement et de recherche.¹

³ En règle générale, les vice-recteurs sont choisis parmi les membres du corps professoral. Ils sont élus pour cinq ans et ne sont rééligibles qu'une fois. Ils sont libérés partiellement de leurs tâches d'enseignement et de recherche.¹

Art. 35. b) Compétences et tâches¹

¹ Le Rectorat est l'organe dirigeant et exécutif de l'Université; il a les compétences et tâches suivantes:

a) Stratégiques et qualitatives

1. élaborer les documents définissant la politique générale de l'Université et les grandes lignes du développement de celle-ci, notamment les planifications pluriannuelles;
2. favoriser la coordination avec les autres institutions d'enseignement ou de recherche;
3. valider les programmes d'enseignement et décider la création, la suppression ainsi que la repourvue de tous les postes du corps professoral et des collaborateurs scientifiques permanents, en conformité avec la stratégie générale de l'Université et les grandes lignes du développement de celle-ci;

¹ Teneur selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

d) Wahlkompetenzen und -aufgaben

1. Er wählt den Rektor auf Antrag der Plenarversammlung.
2. Er wählt die Vizerektoren auf Antrag des Rektors.

Art. 34. Rectorat

a) Zusammensetzung

¹ Dem Rectorat gehören der Rektor und zwei bis vier Vizerektoren an. Die Statuten der Universität bestimmen die Anzahl der Vizerektoren.

² In der Regel wird der Rektor aus der Professorenschaft gewählt. Er wird für fünf Jahre gewählt und ist wiederwählbar. Er wird von seinen Lehr- und Forschungsaufgaben vollständig oder teilweise befreit.¹

³ In der Regel werden die Vizerektoren aus der Professorenschaft gewählt. Sie werden für fünf Jahre gewählt und können nur einmal wiedergewählt werden. Sie werden teilweise von ihren Lehr- und Forschungsaufgaben befreit.¹

Art. 35. b) Kompetenzen und Aufgaben¹

¹ Das Rektorat ist das leitende und vollziehende Organ der Universität. Es hat folgende Kompetenzen und Aufgaben:

a) Strategische und qualitätsbezogene Kompetenzen und Aufgaben

1. Es ist verantwortlich für die Ausarbeitung der allgemeinen Politik der Universität und ihres Entwicklungskonzepts, insbesondere der Mehrjahresplanung.
2. Es fördert die Koordination mit den anderen Lehr- und Forschungseinrichtungen.
3. Es bestätigt die Lehrprogramme und entscheidet in Übereinstimmung mit der allgemeinen Politik der Universität und ihrem Entwicklungskonzept über die Schaffung, Aufhebung und Besetzung sämtlicher Stellen der Professorenschaft und der ständigen wissenschaftlichen Mitarbeiter.

¹ Fassung gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

4. assurer la coordination de l'enseignement et de la recherche au sein de l'Université et la réglementation des études interfacultaires;
 5. organiser le contrôle de qualité de l'enseignement et de la recherche et transmettre un rapport au Sénat;
 6. élaborer une stratégie de communication et d'information;
 7. assurer les relations avec l'Etat et les autres hautes écoles;
- b) Financières
1. négocier et conclure la convention d'objectifs, élaborer la proposition d'enveloppe budgétaire ainsi que le budget et les comptes de l'Université;
 2. décider de l'utilisation du fonds en faveur de l'innovation et du développement de l'Université;
 3. établir le rapport de réalisation de la convention d'objectifs;
- c) Législatives
1. proposer au Sénat les statuts de l'Université et les règlements et conventions qui concernent l'ensemble de l'Université;
 2. approuver les statuts des unités d'enseignement et de recherche et des corps universitaires;
 3. approuver les règlements élaborés par les facultés;
 4. adopter les directives concernant l'administration centrale de l'Université et les services et commissions qui lui sont rattachés;
- d) Exécutives
1. proposer aux organes de l'Université et des facultés toutes les mesures utiles dans l'intérêt de l'Université;
 2. trancher les conflits entre facultés, sous réserve de recours au Conseil d'Etat;
 3. veiller au maintien de l'ordre universitaire et prendre les mesures disciplinaires prévues par la présente loi;
 4. veiller à l'application de la loi, des statuts et des règlements au sein de l'Université;
4. Es gewährleistet die Koordination von Lehre und Forschung innerhalb der Universität und erlässt Reglemente über interfakultäre Studien.
 5. Es organisiert die Qualitätskontrolle in Lehre und Forschung und übermittelt dem Senat einen Bericht.
 6. Es arbeitet eine Kommunikations- und Informationsstrategie aus.
 7. Es pflegt die Beziehungen zum Staat und zu den anderen Hochschulen.
- b) Finanzielle Kompetenzen und Aufgaben
1. Es handelt die Zielvereinbarung aus, schliesst diese ab und erarbeitet den Vorschlag für das Globalbudget sowie das jährliche Budget und die Jahresrechnung der Universität.
 2. Es entscheidet über die Verwendung des Fonds zur Innovations- und Entwicklungsförderung.
 3. Es erstellt den Bericht über die Umsetzung der Zielvereinbarung.
- c) Gesetzgeberische Kompetenzen und Aufgaben
1. Es beantragt dem Senat die Statuten der Universität sowie die Reglemente und Vereinbarungen, die die gesamte Universität betreffen.
 2. Es genehmigt die Statuten der Lehr- und Forschungseinheiten sowie der universitären Körperschaften.
 3. Es genehmigt die von den Fakultäten ausgearbeiteten Reglemente.
 4. Es erlässt die Richtlinien zur zentralen Verwaltung der Universität und der ihr unterstehenden Dienste und Kommissionen.
- d) Exekutive Kompetenzen und Aufgaben
1. Es beantragt den Organen der Universität und der Fakultäten alle Massnahmen im Interesse der Universität.
 2. Es entscheidet bei Konflikten zwischen Fakultäten; Beschwerden an den Staatsrat sind vorbehalten.
 3. Es sorgt für die Aufrechterhaltung der Ordnung an der Universität und ergreift die Disziplinar massnahmen nach diesem Gesetz.
 4. Es sorgt für die Anwendung des Gesetzes, der Statuten und der Reglemente an der Universität.

e) Administratives

1. assurer la gestion des ressources humaines de l'Université, sa gestion budgétaire et comptable ainsi qu'une utilisation rationnelle de ses locaux et équipements;
2. examiner avec les instances compétentes de l'Etat les projets relatifs à la construction et à la réfection des bâtiments universitaires.

² Le Rectorat est en outre compétent pour toutes les décisions relatives au fonctionnement de l'Université que la loi ou la réglementation d'exécution ne confie pas à un autre organe ou qu'il n'a pas lui-même déléguées.

³ Le Rectorat peut être assisté de commissions permanentes ou temporaires.

Art. 36. c) Recteur

¹ Le recteur dirige et préside le Rectorat, veille à la mise en œuvre des décisions de celui-ci et traite les affaires courantes.¹

² Il veille à la bonne marche de l'Université et prend toutes les mesures et initiatives utiles à cette fin.

³ Il représente l'Université dans le cadre de la loi et des statuts, avec pouvoir de substitution.

⁴ Il dirige l'administration centrale de l'Université.

Art. 37. d) Vice-recteurs

¹ Les vice-recteurs collaborent avec le recteur à la bonne marche de l'Université.

² Ils sont responsables des tâches qui leur sont attribuées par le Rectorat.

e) Administrative Kompetenzen und Aufgaben

1. Es sorgt für die Personalführung, die Budget- und Rechnungsführung der Universität sowie die zweckmässige Nutzung ihrer Räumlichkeiten und Einrichtungen;
2. Es prüft zusammen mit den zuständigen Dienststellen des Staates die Projekte für den Bau und die Instandstellung der Universitätsgebäude.

² Das Rektorat ist zudem zuständig für alle Entscheide zum Betrieb der Universität, die das Gesetz oder das Ausführungsreglement nicht einem anderen Organ überträgt oder die das Rektorat nicht einem anderen Organ übertragen hat.

³ Das Rektorat kann ständige oder temporäre Kommissionen beiziehen.

Art. 36. c) Rektor

¹ Der Rektor leitet und präsidiert das Rektorat; er sorgt für die Ausführung der Rektoratsbeschlüsse und erledigt die laufenden Geschäfte.¹

² Er sorgt für einen guten Betrieb der Universität und ergreift alle dazu erforderlichen Massnahmen und Initiativen.

³ Er vertritt die Universität im Rahmen des Gesetzes und der Statuten; er kann sich vertreten lassen.

⁴ Er leitet die zentrale Verwaltung der Universität.

Art. 37. d) Vizerektoren

¹ Die Vizerektoren arbeiten mit dem Rektor zusammen für einen guten Betrieb der Universität.

² Sie sind verantwortlich für die Aufgaben, die ihnen vom Rektorat zugeteilt werden.

¹ Teneur selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

¹ Fassung gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

Art. 38. e) Administration centrale

L'administration centrale est organisée de manière rationnelle, efficace et transparente. Elle exécute les tâches qui lui sont confiées par le Rectorat, le recteur ou les personnes désignées par lui.

Art. 39. Assemblée plénière

¹ L'Assemblée plénière est réunie en vue de faire au Sénat une proposition pour la nomination du recteur.

² Elle est composée des membres du corps professoral ainsi que des personnes suivantes, élues par leurs corps respectifs selon les modalités fixées dans les statuts de l'Université:¹

- a) par faculté, deux représentants du corps des collaborateurs scientifiques, deux représentants du corps des étudiants et un représentant du personnel administratif et technique;
- b) cinq représentants du personnel administratif et technique dépendant des organes centraux.

Art. 40 à 42²

B. Facultés

Art. 43. Compétences et tâches

¹ Les facultés sont responsables de l'enseignement et de la recherche, qu'elles organisent dans le cadre fixé par les organes centraux de l'Université. Elles veillent à la relève scientifique.¹

² Les statuts de l'Université désignent les facultés. Ils peuvent prévoir que la responsabilité d'un domaine scientifique est confiée à plusieurs facultés.

Art. 38. e) Zentrale Verwaltung

Die zentrale Verwaltung ist rationell, effizient und transparent organisiert. Sie führt die Aufgaben aus, die ihr vom Rectorat, vom Rektor oder von den von ihm bezeichneten Personen übertragen werden.

Art. 39. Plenarversammlung

¹ Die Plenarversammlung wird einberufen, um dem Senat einen Antrag für die Ernennung des Rektors zu stellen.

² Sie setzt sich zusammen aus Mitgliedern der Professorenschaft und aus den folgenden Personen, die von ihren jeweiligen Körperschaften nach den Verfahrensregeln der Statuten der Universität gewählt werden:¹

- a) je Fakultät zwei Vertreter der Körperschaft der wissenschaftlichen Mitarbeiter, zwei Vertreter der Studierenden und ein Vertreter des administrativen und technischen Personals;
- b) fünf Vertreter des administrativen und technischen Personals, das in den zentralen Organen tätig ist.

Art. 40-42²

B. Fakultäten

Art. 43. Zuständigkeit und Aufgaben

¹ Die Fakultäten sind verantwortlich für Lehre und Forschung, die sie im Rahmen, der von den zentralen Organen der Universität vorgegeben wird, organisieren. Sie sorgen für den akademischen Nachwuchs.¹

² Die Statuten der Universität bezeichnen die Fakultäten. Sie können vorsehen, dass ein wissenschaftliches Gebiet auf mehrere Fakultäten aufgeteilt wird.

¹ Teneur selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

² Abrogés selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

¹ Fassung gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

² Aufgehoben gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

³ Tout en tenant compte des impératifs de la politique générale de l'Université et des grandes lignes du développement de celle-ci, notamment en matière de coordination universitaire et interuniversitaire, les facultés élaborent les programmes d'enseignement.¹

^{3bis} Elles confèrent les grades universitaires et adoptent les règlements fixant les conditions de leur octroi.¹

⁴ Elles peuvent octroyer le grade de docteur honoris causa.

⁵ L'accord passé entre les autorités ecclésiastiques et l'Etat au sujet du statut de la Faculté de théologie est réservé.

Art. 44. Organisation **a) En général**

¹ Chaque faculté est dotée d'un Conseil de faculté et d'un doyen.¹

² Dans les affaires qui sont de la compétence des organes centraux et qui touchent spécialement une faculté, celle-ci est consultée.¹

³ Les relations des facultés avec l'Etat s'établissent par l'intermédiaire du Rectorat.

Art. 45. b) Conseil de faculté

¹ Le Conseil de faculté est composé des membres du corps professoral ou de représentants de ceux-ci, ainsi que de représentants du corps des collaborateurs scientifiques et du corps des étudiants; les chargés de cours, les privat-docents ainsi que des représentants du personnel administratif et technique peuvent être invités à assister aux séances avec voix consultative.

² Le Conseil de faculté:

- a) arrête les statuts et règlements de la faculté;
- b) assure la qualité de l'enseignement et de la recherche, selon les directives du Rectorat;

³ Unter Vorbehalt der Erfordernisse der allgemeinen Politik der Universität und des Entwicklungskonzepts, insbesondere auf dem Gebiet der Koordination innerhalb der Universität und mit anderen Universitäten, erarbeiten die Fakultäten die Lehrprogramme.¹

^{3bis} Sie verleihen die akademischen Grade und erlassen Reglemente über die Erlangung dieser Grade.¹

⁴ Sie können den Titel eines Ehrendoktors verleihen.

⁵ Das Abkommen zwischen den kirchlichen Behörden und dem Staat über die Theologische Fakultät bleibt vorbehalten.

Art. 44. Organisation **a) Allgemeines**

¹ Jede Fakultät verfügt über einen Fakultätsrat und einen Dekan.¹

² In Belangen, die in den Zuständigkeitsbereich der zentralen Organe fallen, aber besonders eine Fakultät betreffen, wird diese angehört.¹

³ Die Beziehungen der Fakultäten zum Staat werden über das Rektorat abgewickelt.

Art. 45. b) Fakultätsrat

¹ Der Fakultätsrat besteht aus den Mitgliedern der Professorenschaft oder deren Vertretern und aus Vertretern der Körperschaften der wissenschaftlichen Mitarbeiter und der Studierenden; die Lehrbeauftragten, die Privatdozenten und die Vertreter des administrativen und technischen Personals können eingeladen werden, an den Sitzungen mit beratender Stimme teilzunehmen.

² Der Fakultätsrat:

- a) erlässt die Statuten und Reglemente der Fakultät;
- b) gewährleistet die Qualität von Lehre und Forschung nach den Weisungen des Rektorats;

¹ Teneur selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

¹ Fassung gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

- c) élit le doyen, sous réserve de la ratification par le recteur; et¹
- d) exerce les autres compétences qui lui sont attribuées par les statuts de l'Université et de la faculté.

Art. 46. c) Doyen

¹ Le doyen de la faculté est choisi parmi les membres du corps professoral de la faculté. Il est élu au moins pour trois ans et est rééligible. Le recteur ratifie son élection. Le doyen est libéré partiellement de ses tâches d'enseignement et de recherche.¹

² Le doyen est l'organe dirigeant et exécutif de la faculté, sous réserve des compétences des organes centraux; au besoin, il est assisté par un conseil décanal et par un administrateur de faculté.

³ Le doyen:

- a) préside et dirige le Conseil de faculté, veille à la mise en œuvre des décisions de celui-ci, prend les décisions placées dans sa compétence et traite les affaires courantes;¹
- b) représente la faculté dans le cadre de la loi et des statuts, avec pouvoir de substitution;
- c) correspond avec le Rectorat pour tout ce qui concerne la faculté; et
- d) exerce les autres attributions qui lui sont conférées par les statuts et règlements.

Art. 46a. Conférence des doyens¹

Le Recteur réunit régulièrement les doyens en conférence.

Art. 47. Délégation de compétences

¹ Sous réserve des compétences des organes centraux et des ratifications nécessaires, les facultés peuvent constituer des unités d'enseignement et de recherche telles que sections, départements ou instituts, auxquelles elles délèguent une partie de leurs compétences.

¹ Teneur selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

- c) wählt den Dekan, unter Vorbehalt der Bestätigung durch den Rektor und¹
- d) übt die anderen Befugnisse aus, die ihm durch die Statuten der Universität und der Fakultät übertragen werden.

Art. 46. c) Dekan

¹ Der Dekan der Fakultät wird aus den Mitgliedern der Professorenschaft der Fakultät gewählt. Er wird für mindestens drei Jahre gewählt und kann wiedergewählt werden. Der Rektor bestätigt die Wahl des Dekans. Dieser wird von seinen Lehr- und Forschungsaufgaben teilweise befreit.¹

² Der Dekan ist das leitende und vollziehende Organ der Fakultät, unter Vorbehalt der Zuständigkeit der zentralen Organe; bei Bedarf wird er durch einen Dekanatsrat und einen Fakultätsverwalter unterstützt.

³ Der Dekan:

- a) präsidiert und leitet den Fakultätsrat, sorgt für die Ausführung der Ratsbeschlüsse, trifft die Entscheide, die in seine Zuständigkeit fallen, und erledigt die laufenden Geschäfte;¹
- b) vertritt die Fakultät im Rahmen des Gesetzes und der Statuten; er kann sich vertreten lassen;
- c) steht für alle Belange der Fakultät mit dem Rectorat in Verbindung und
- d) übt die anderen Befugnisse aus, die ihm durch die Statuten und Reglemente übertragen werden.

Art. 46a. Konferenz der Dekane¹

Der Rektor beruft regelmässig die Konferenz der Dekane ein.

Art. 47. Abtretung von Kompetenzen

¹ Unter Vorbehalt der Zuständigkeit der zentralen Organe und der notwendigen Genehmigungen können die Fakultäten Lehr- und Forschungseinheiten wie Abteilungen, Departemente und Institute bilden, denen sie einen Teil ihrer Kompetenzen abtreten.

¹ Fassung gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

² L'organisation de ces unités est fixée par les statuts de l'Université et des facultés; les dispositions de la présente loi régissant l'organisation des facultés s'appliquent par analogie.

³ Une unité d'enseignement et de recherche peut être rattachée à plusieurs facultés.

⁴ Lorsque le but, les tâches ou le financement d'un institut le justifie et sur la proposition du Sénat de l'Université, le Conseil d'Etat peut exceptionnellement conférer à cet institut la personnalité morale de droit public et définir les particularités de son statut.¹

Art. 47a. Instituts associés¹

¹ L'Université peut conclure avec un institut scientifique externe une convention en vue d'association, à condition que l'institut soit de niveau universitaire et ne poursuive aucun but lucratif.

² La convention précise les termes et conditions du statut d'institut associé, mais prévoit au minimum le contrôle annuel des comptes, la soumission aux procédures d'assurance qualité de l'Université et l'intégration de l'institut associé dans la planification stratégique.

³ Le Conseil d'Etat approuve la convention lorsqu'elle entraîne des répercussions sur les contributions cantonales au financement de l'Université.

² Die Organisation dieser Einheiten wird durch die Statuten der Universität und der Fakultäten geregelt; die Vorschriften dieses Gesetzes über die Organisation der Fakultäten gelten sinngemäss.

³ Eine Lehr- und Forschungseinheit kann gleichzeitig mehreren Fakultäten angehören.

⁴ Der Staatsrat kann ein Institut ausnahmsweise und auf Antrag des Senats der Universität mit eigener öffentlich-rechtlicher Rechtspersönlichkeit ausstatten und die Besonderheiten seiner Stellung festlegen, wenn der Zweck, die Aufgaben oder die Finanzierung des Instituts dies rechtfertigen.¹

Art. 47a. Assoziierte Institute¹

¹ Die Universität kann mit einem externen wissenschaftlichen Institut eine Vereinbarung zur Zusammenarbeit abschliessen, sofern es sich um ein universitäres Institut handelt und es keinen Erwerbszweck verfolgt.

² Die Vereinbarung regelt die allgemeinen Bestimmungen für die Stellung des assoziierten Instituts, wobei zumindest die jährliche Rechnungskontrolle, die Unterstellung unter die Qualitätssicherungsverfahren der Universität und die Einbindung des assoziierten Instituts in die strategische Planung festgelegt werden.

³ Hat die Vereinbarung Auswirkungen auf die kantonalen Beiträge zur Finanzierung der Universität, so bedarf sie der Genehmigung durch den Staatsrat.

¹ Teneur selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

¹ Fassung gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

CHAPITRE IIIa¹

COMMISSION DE RECOURS

Art. 47b. Statut et composition

¹ La Commission de recours de l'Université est une autorité spéciale de la juridiction administrative ayant le statut d'autorité judiciaire.

² Elle est composée d'un président, d'un vice-président, de six assesseurs et de six suppléants des assesseurs, qui sont élus par le Grand Conseil sur le préavis du Conseil de la magistrature.

³ Le président et le vice-président sont choisis parmi les juges professionnels au sens de la loi sur la justice; les autres membres de la Commission doivent être titulaires d'une licence ou d'un master. Les juges professionnels doivent soit être titulaires du brevet d'avocat, soit être titulaires d'une licence ou d'un master en droit. Ils doivent faire preuve de connaissances pratiques suffisantes pour l'exercice de la fonction.

⁴ Pour le surplus, les dispositions de la loi sur la justice relatives à la fonction de juge sont applicables par analogie aux membres de la Commission.

Art. 47c. Compétences

¹ La Commission connaît des recours contre les décisions prises en dernière instance par le Rectorat, par une faculté, par une autre unité d'enseignement et de recherche, par une commission universitaire ou par un organe d'un corps universitaire; l'article 35 al. 1 let. d ch. 2 ainsi que la législation sur le personnel de l'Etat sont réservés.

² Les décisions de la Commission sont sujettes à recours au Tribunal cantonal, conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

¹ Nouveau chapitre selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

3A. KAPITEL ²

REKURSKOMMISSION

Art. 47b. Status und Zusammensetzung

¹ Die Rekurskommission der Universität ist eine besondere Verwaltungsjustizbehörde mit dem Status einer Gerichtsbehörde.

² Die Rekurskommission besteht aus einem Präsidenten, einem Vizepräsidenten, sechs Beisitzern und sechs Ersatzbeisitzern, die vom Grossen Rat auf Antrag des Justizrats gewählt werden.

³ Der Präsident und der Vizepräsident werden aus den Berufsrichtern im Sinne des Justizgesetzes ausgewählt; die übrigen Mitglieder der Kommission müssen im Besitz eines Lizentiats oder Masters sein. Berufsrichter müssen entweder im Besitz eines Anwaltpatentes oder eines Lizentiats oder Masters der Rechtswissenschaften sein und genügende praktische Kenntnisse zur Ausübung des Amtes nachweisen.

⁴ Im Übrigen gelten die Bestimmungen des Justizgesetzes über das Amt des Richters sinngemäss für die Mitglieder der Kommission.

Art. 47c. Zuständigkeiten

¹ Die Rekurskommission entscheidet über Beschwerden gegen letztinstanzliche Entscheide des Rektorats, einer Fakultät, einer anderen Lehr- und Forschungseinheit, einer universitären Kommission oder eines Organs einer universitären Körperschaft; Artikel 35 Abs. 1 Bst. d Ziff. 2 und die Gesetzgebung über das Staatspersonal bleiben vorbehalten.

² Entscheide der Rekurskommission können nach dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege mit Beschwerde an das Kantonsgericht angefochten werden.

¹ Neues Kapitel gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

Art. 47d. Fonctionnement

¹ Pour siéger, la Commission est composée du président ou du vice-président et de quatre assesseurs désignés par lui.

² Elle est indépendante dans l'exercice de ses attributions et placée sous la surveillance du Conseil de la magistrature; les dispositions de la loi sur la justice relatives à la surveillance s'appliquent par analogie.

³ La Commission tient séance autant de fois que nécessaire. Elle peut décider par voie de circulation, sauf si l'un de ses membres s'y oppose.

⁴ La Commission assure l'information du public sur ses activités et la publicité de ses jugements.

⁵ Le Conseil d'Etat précise au besoin l'organisation et le fonctionnement de la Commission.

Art. 47e. Procédure

¹ La procédure devant la Commission est régie par le code de procédure et de juridiction administrative.

² Elle est gratuite; toutefois, un émolument global d'un montant maximal de 500 francs peut être mis à la charge du recourant qui succombe:

- a) si ce dernier a occasionné des frais supplémentaires par sa faute;
- b) en cas de procédure téméraire, abusive ou introduite à la légère;
- c) si le recours a causé un travail excessif à la Commission.

Art. 47d. Arbeitsweise

¹ Die Kommission tagt unter dem Vorsitz des Präsidenten oder des Vizepräsidenten mit vier von ihm bestimmten Beisitzern.

² Die Rekurskommission ist in der Ausübung ihrer Zuständigkeiten unabhängig und untersteht der Aufsicht durch den Justizrat; die Bestimmungen des Justizgesetzes zur Aufsicht gelten sinngemäss.

³ Die Kommission tagt so oft wie notwendig. Sie kann auf dem Zirkulationsweg entscheiden, sofern kein Mitglied sich dem widersetzt.

⁴ Die Kommission sorgt für die Information der Öffentlichkeit über ihre Tätigkeit und für die Öffentlichkeit ihrer Urteile.

⁵ Der Staatsrat erlässt nach Bedarf Bestimmungen über die Organisation und Arbeitsweise der Kommission.

Art. 47e. Verfahren

¹ Das Verfahren vor der Kommission richtet sich nach dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege.

² Das Verfahren ist unentgeltlich; dem unterliegenden Beschwerdeführer kann jedoch für das Verfahren vor der Rekurskommission eine Pauschalgebühr von höchstens 500 Franken auferlegt werden, wenn:

- a) durch sein Verschulden Mehrkosten entstanden sind;
- b) er mutwillig, missbräuchlich oder leichtfertig ein Verfahren eingeleitet hat;
- c) der Rekurskommission durch die Beschwerde ein übermässiger Aufwand entstanden ist.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINALES

Art. 48. Abrogation

Sont abrogées:

- a) la loi du 1er décembre 1899 sur l'organisation de l'Université (RSF 430.1); et
- b) la loi du 27 novembre 1970 complétant et modifiant celle du 1er décembre 1899 sur l'organisation de l'Université (RSF 430.1a).

Art. 49. Modification

La loi du 22 mai 1975 sur le statut du personnel de l'Etat (RSF 122.70.1) est modifiée comme suit:

Art. 50.¹

Le Sénat est reconstitué dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de la modification du 27 juin 2014 de la présente loi.

Art. 51. Statuts et règlements

¹ Les organes universitaires arrêtent les statuts et règlements nécessaires à la mise en oeuvre de la présente loi.

² Dans la mesure où ils ne sont pas contraires à la présente loi, les statuts et règlements actuels de l'Université et des facultés demeurent en vigueur.

³ Les statuts de l'Université sont adaptés à la présente loi dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur de celle-ci; les autres statuts et règlements y sont adaptés au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur des statuts révisés de l'Université.

4. KAPITEL

SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Art. 48. Aufhebung bisherigen Rechts

Es werden aufgehoben:

- a) das Gesetz vom 1. Dezember 1899 betreffend die Organisation der Universität (SGF 430.1);
- b) das Gesetz vom 27. November 1970 zur Ergänzung und Abänderung des Gesetzes vom 1. Dezember 1899 über die Organisation der Universität (SGF 430.1a).

Art. 49. Änderung bisherigen Rechts

Das Gesetz vom 22. Mai 1975 über das Dienstverhältnis des Staatspersonals (SGF 122.70.1) wird wie folgt geändert:

Art. 50.¹

Der neue Senat wird innert sechs Monaten nach dem Inkrafttreten der Änderung vom 27. Juni 2014 dieses Gesetzes eingesetzt.

Art. 51. Statuten und Reglemente

¹ Die universitären Organe erlassen die Statuten und Reglemente, die zum Vollzug dieses Gesetzes notwendig sind.

² Soweit die geltenden Statuten und Reglemente der Universität und der Fakultäten dem vorliegenden Gesetz nicht widersprechen, bleiben sie in Kraft.

³ Die Statuten der Universität werden dem vorliegenden Gesetz innert zwei Jahren nach seinem Inkrafttreten angepasst; die übrigen Statuten und Reglemente werden spätestens zwei Jahre nach dem Inkrafttreten der revidierten Statuten dem Gesetz angepasst.

¹ Teneur selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

¹ Fassung gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.

Art. 51a. Fin des rapports de service¹

La fin des rapports de service des membres du corps professoral de l'Université engagés avant le 1er janvier 2003 est réglée par les dispositions en vigueur au moment de leur engagement.

Art. 51b. Commission de recours – Droit transitoire¹

Les dossiers ouverts auprès de la Commission de recours de l'Université lors de l'entrée en vigueur de la modification du 27 juin 2014 sont traités selon l'ancien droit si l'échange des écritures est terminé à ce moment-là; l'ancienne Commission continue à siéger jusqu'à leur liquidation.

Art. 52. Exécution et entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi dont il fixe la date d'entrée en vigueur.

Donné en Grand Conseil, à Fribourg, le 19 novembre 1997.

Par arrêté du 17 mars 1998, le Conseil d'Etat a fixé au 1er avril 1998 l'entrée en vigueur de la loi sur l'Université.

Art. 51a. Beendigung des Dienstverhältnisses¹

Die Beendigung der Dienstverhältnisse der Professorinnen und Professoren, die vor dem 1. Januar 2003 angestellt wurden, richtet sich nach den Bestimmungen, die bei ihrer Anstellung galten.

Art. 51b. Rekurskommission – Übergangsbestimmungen¹

Beschwerden, die beim Inkrafttreten der Änderung vom 27. Juni 2014 dieses Gesetzes bei der Rekurskommission der Universität hängig sind und bei denen der Schriftenwechsel zu diesem Zeitpunkt abgeschlossen ist, werden nach bisherigem Recht behandelt. Bis zur Erledigung dieser Verfahren tritt die bisherige Kommission weiter zusammen.

Art. 52. Vollzug und Inkrafttreten

Der Staatsrat wird mit dem Vollzug dieses Gesetzes beauftragt. Er bestimmt den Zeitpunkt des Inkrafttretens.

Beschlossen vom Grossen Rat, in Freiburg, am 19. November 1997.

Durch Beschluss vom 17. März 1998 hat der Staatsrat das Inkrafttreten des Gesetzes über die Universität auf den 1. April 1998 festgelegt.

¹ Teneur selon la Loi du 27 juin 2014 modifiant la loi sur l'Université, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2015.

¹ Fassung gemäss Gesetz vom 27. Juni 2014 zur Änderung des Gesetzes über die Universität, in Kraft getreten am 1. Januar 2015.